



PAD

PRO-ACTION DÉVELOPPEMENT



Rapport d'activités 2015 Programmes BURUNDI Résumé



PAD Burundi

Avenue du Lac n°7
6245/C Quartier Asiatique
Bujumbura
(+257) 75 110 775 / 22 275 850
pad.burundi@proactiondev.org

PAD Belgique

24 rue Camille Cals
B-5030 Ernage - Belgique
Tél : +32 81 600 125
mallorie@proactiondev.org
<http://www.proactiondev.org>

OPDE

Boulevard du 28 novembre.
B.P 6252, Kigobé- Bujumbura
(+257) 22 241 099 / 22 218
148
pndayike@yahoo.fr
www.opdeburundi.org

Table of Contents

1. Résumé	2
2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l’eau et la santé pour tous »	4
2.1. Contexte	4
2.2. Sensibilisation et formation.....	4
2.3. Réalisations.....	5
2.4. Les comités hygiène et assainissement (CHA)	6
2.5. Au niveau institutionnel	6
2.6. Evaluation de l’impact à Rukaramu	7
2.7. Perspectives 2016-2017	7
3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry’Amagara Meza, Hygiène source de vie saine»	8
3.1. Contexte	8
3.2. Réalisations au niveau domiciliaire	9
3.3. Réalisations au niveau communautaire	10
3.4. Réalisations en milieu scolaire	10
3.5. Au niveau institutionnel	11
3.6. Perspectives 2016-2017	11
4. Le projet KKC (Kamenge – Kinama – Cibitoke)	12

1. Résumé

Les 2 programmes au Burundi ont pour **objectif global** d'améliorer la santé communautaire à travers l'accès à l'eau potable, l'assainissement solide et liquide et le renforcement durable des pratiques d'hygiène.

Le programme AAKT a démarré sur la commune de Mutimbuzi (province de Bujumbura Rural) en 2010, tandis que le programme ISAM a démarré en 2014 dans la commune de Gihanga, province de Bubanza. Ces deux communes ont été très affectées par les crises successives endurées par le Burundi. Peu d'acteurs interviennent durablement dans ces communes dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène alors que les besoins sont criants : méconnaissance des pratiques d'hygiène de base, manque d'eau (principalement à Gihanga), système de gestion défaillant, maladies diarrhéiques fréquentes et épidémies de choléra cycliques...

L'action se fait à trois principaux niveaux : domiciliaire au sein des familles, communautaire via la création et formation de comités et la réalisation d'ouvrages, et enfin communal avec les autorités locales. Parallèlement, le projet intervient en milieu scolaire.

L'année 2015 a été fortement marquée par le contexte politique du Burundi. Dès le mois d'avril, avec l'annonce de la candidature à un troisième mandat par le président sortant Pierre Nkurunziza, le pays est progressivement entré dans une crise politique profonde, ainsi que dans un climat de violence faisant des centaines de morts et entraînant l'exode de plus de 240 000 personnes. Les activités du projet ont donc été fortement ralenties dès le début de la crise. Après la tentative de coup d'état en mai 2015, les programmes ont adopté une attitude prudente sur le terrain pour reprendre un rythme progressif au fur et à mesure que le contexte évoluait favorablement.

Le **programme AAKT** s'est concentré en début d'année sur le renforcement des compétences en écosanitation de l'équipe, des CHA (Comités Hygiène et Assainissement) et des acteurs communaux concernés. Ensuite, les activités ont touché principalement à la sensibilisation à l'hygiène et l'accès à l'assainissement de base sur les collines nouvellement bénéficiaires du programme. Par ailleurs, une étude d'évaluation a été menée sur la zone de Rukaramu, première zone considérée comme « clôturée ». Les résultats sont extrêmement encourageants, avec une augmentation de l'indice sanitaire de plus de 70% alors que l'objectif initial tablait sur une augmentation de 25%.

A Gihanga, le **programme ISAM** s'est consacré aux volets domiciliaire et communautaire au travers des nouveaux outils et modules d'animation. La coordination s'est également consacrée à la formation et aux renforcements des capacités de la nouvelle équipe recrutée. Les premiers ouvrages (des latrines) ont vu le jour en septembre. Et l'année s'est clôturée avec le démarrage des animations en milieu scolaire.

Au total, en 2015, plus de 5 000 personnes ont été sensibilisées et formées et environ 1 000 latrines ont été construites avec l'appui des deux programmes.

Prévisions et réalisations 2015				
	AAKT		ISAM	
	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisations
Animation (pers)	5000	4631	3000	459
Latrines Arboloo	500	182	300	39
Latrines EcoSan	800	709	200	35
Forages	2	0	2	0
Latrines Ecoles	0	0	2	0
Formation inter-CHA	2	2	0	0
Formation scolaire	0	0	2	0
Formation RCE/Communes	2	0	1	0

2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »

2.1. Contexte

Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura Rural, est une commune considérée comme périurbaine en raison de sa proximité avec la capitale et de la mixité de sa population, bien qu'elle soit en majorité agricole (rizicole notamment). Lancé en 2010, le programme AAKT existe donc depuis maintenant 5 ans. L'intervention a d'abord débuté dans la zone administrative de Rukaramu avant de s'étendre progressivement à celle de Maramvya dès 2012. Il est important de noter que la population de la commune ne cesse de s'accroître, dû à l'étalement de la capitale. De plus, des ménages ont également fui les quartiers contestataires de la capitale en raison de l'insécurité.

Malgré ce contexte difficile en 2015, l'équipe de terrain appuyée par les CHA ont pu maintenir un rythme convenable. La construction de latrines est légèrement en dessous des objectifs initiaux. Suite à une évaluation de l'approche PHAST, les étapes liées aux choix des solutions et à la planification communautaire ont été renforcées. Cela permet d'accroître l'aspect participatif des animations et d'élargir le champ d'action de l'intervention. Des efforts importants ont aussi été menés pour développer l'écosanitation et améliorer la qualité de l'accompagnement de la population.

2.2. Sensibilisation et formation

Des **animations selon l'approche PHAST/WAST** ont été organisées tout au long de l'année 2015, permettant de toucher plus de 4.600 personnes au total. L'équipe a notamment profité de la Journée internationale du lavage des mains en octobre afin de renforcer son action de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Ainsi des animations ont eu lieu dans des centres de santé, des marchés et des écoles primaires.



Animation dans école (à Kirekura 13)

L'équipe du projet s'est parallèlement engagée dans un processus de **renforcement de leurs compétences en approche participative et d'autres thématiques** : analyse des interventions

précédentes, évaluation et améliorations de l'approche PHAST/WAST, renforcement sur les thématiques liées à l'écosanitation, le compostage et la planification communautaire.

La **thématique de l'écosanitation** a été très fort développée au sein de l'équipe et auprès des bénéficiaires. Durant quatre mois, un consultant spécialiste s'est attaché à appuyer le projet dans la création d'un module EcoSan complet pour faciliter l'utilisation des dérivés des latrines. Il a également mis en place de nouvelles parcelles d'expérimentations et de démonstrations. Il a enfin transmis des compétences en ecosanitation à l'équipe d'animation du projet, aux CHA et aux acteurs communaux. Les « clubs hygiène » de 2 écoles ont également participé. Et enfin, le projet a aussi convié un paysan modèle par colline d'intervention afin d'ancrer les compétences relatives à l'écosanitation auprès des populations. Au total, ce sont 77 personnes qui ont été formées à l'écosanitation.

Parallèlement, le projet continue de former les maçons locaux de la zone d'intervention aux techniques de construction de latrines. Ainsi, 86 maçons ont été formés en 2015.

Formation en ecosanitation



2.3. Réalisations

Au niveau familial

En 2015, les constructions familiales se sont fortement focalisées sur la mise en place de latrines EcoSan (709), les demandes en Arborloo (182) étant de plus en plus rares, notamment du fait de la nature du sol des zones d'intervention actuelles¹.

Les autres installations consistent en des compostières (248 nouvelles installations contre 69 l'an dernier), des râteliers à vaisselle (615) et des systèmes de lavage des mains à la sortie des latrines (plus limités avec 279 systèmes installés en 2015).



¹ Une **latrine Arborloo** est une latrine améliorée, composée d'une dalle en béton armé, d'une superstructure et d'un cache. Le **latrine dite « EcoSan »** est une latrine à déshydratation, construite hors sol, composée de deux fosses à fèces utilisées en alternance et d'un système de déviation et de récupération d'urines.

Les jardins expérimentaux

Un nouveau protocole d'expérimentation a été élaboré afin de valider le nouveau mode opératoire. L'expérimentation a démarré en septembre sur un terrain sablonneux, et les récoltes auront lieu début 2016. Toutefois, les CHA initialement sceptiques à l'idée de planter certains types de cultures telles que les aubergines sur ce type de sol ont finalement été surpris de voir les résultats obtenus avec un apport conjoint d'urines et de fèces.



Les ouvrages hydraulique

Les deux forages réalisés par PAD à Kagaragara en 2012 et à Maramvya 12 en 2014 ainsi que celui réhabilité au centre de santé de Maramvya 15 en 2012 sont toujours fonctionnels et sous la gestion des comités mis en place. En 2015, le forage de Kagaragara a cependant connu une infiltration de sable dans le tubage pour laquelle une solution reste à trouver

Les infrastructures scolaires

En janvier 2015, une petite réhabilitation a été effectuée sur le bloc de latrines de l'école de Rukaramu et la sensibilisation des usagers a été renforcée. Par ailleurs, d'autres écoles ont sollicité l'intervention du programme et les besoins semblent en effet très importants. Seule l'obtention de nouveaux financements pourrait permettre d'accéder à leur demande.

2.4. Les comités hygiène et assainissement (CHA)

Plusieurs CHA ont participé à la formation sur le renforcement de compétences en écosanitation ainsi qu'à un nouveau module spécifique en leadership. Au total, 24 membres de CHA ont été formés. Les autres CHA seront formés au premier trimestre 2016.



2.5. Au niveau institutionnel

Le contexte sociopolitique de l'année 2015, marqué par des élections générales et l'instabilité politique croissante, n'a pas été propice au développement du volet institutionnel. Néanmoins, le projet a poursuivi sa collaboration avec le comité de suivi de la commune de Mutimbuzi même si celui-ci s'est montré moins disponible en raison de l'organisation des élections communales et de la réorganisation de la commune suite à celles-ci.

A Mutimbuzi, le recouvrement des coûts de l'eau reste aléatoire et difficile à mettre en place de manière pérenne tant qu'il n'y aura pas une harmonisation de la politique au niveau communal. Pour se faire, une collaboration constructive reste à établir avec la Régie Communale de l'Eau.

2.6. Evaluation de l'impact à Rukaramu

Le programme AAKT avait démarré ces activités en 2010 sur la zone de Rukaramu. Sur base d'une enquête domiciliaire réalisée fin 2014, une évaluation d'impact a pu être réalisée. Début 2015, l'équipe a finalisé cette étude avec l'évaluation des CHA et des leaders.

Les principales conclusions montrent des résultats très satisfaisants. En effet, alors que PAD projetait une augmentation de l'indice sanitaire de 25%, celui-ci a augmenté de plus de 70% dans certaines zones.

De manière générale, les CHA et les leaders locaux des collines d'intervention ont souhaité une prolongation des activités de PAD afin d'intégrer les nouveaux ménages qui arrivent (expansion démographique importante ces dernières années) et de profiter de la technologie Ecosan. Par ailleurs, il reste des efforts à fournir en termes de sensibilisation au lavage des mains, de transport et de conservation de l'eau ainsi qu'à l'importance des systèmes sanitaires simples. Les CHA rencontrent parfois des difficultés de mobilisation de la population. Le programme devra planifier le renforcement de leurs capacités et compétences afin qu'ils deviennent des structures reconnues au sein des collines.

2.7. Perspectives 2016-2017

L'année 2016 devrait commencer par une évaluation de l'impact dans la zone de Maramvya. A cet effet, il est prévu une enquête domiciliaire ainsi qu'un sondage EcoSan spécifique pour les ménages bénéficiaires. Parallèlement, des entretiens seront réalisés auprès des CHA et des principaux leaders communautaires (chefs collinaires, responsables des centres de santé, Technicien de Promotion de la Santé, etc.).

Ensuite, les réalisations se poursuivront sur les collines en cours d'intervention et avec la mise en place des deux projets d'AGR (Activités Génératrices de Revenus) proposés par des CHA, dans les domaines de l'écosanitation et de la saponification. Parallèlement, une activité basée sur la collecte et la revente des déchets plastiques est envisagée.

Au niveau des réalisations, au moins deux forages sont planifiés (Bugoma et Kirekura 14). Par ailleurs, la possibilité de travailler sur l'agrandissement d'un réseau d'adduction d'eau déjà existant est à l'étude, ainsi que la réalisation de bornes fontaines additionnelles.

Au niveau de l'approche, il sera nécessaire d'approfondir la stratégie afin de cibler prioritairement les populations les plus vulnérables, surtout dans les zones où de fortes disparités existent et où toutes les populations n'ont pas la possibilité de fournir l'apport local demandé.

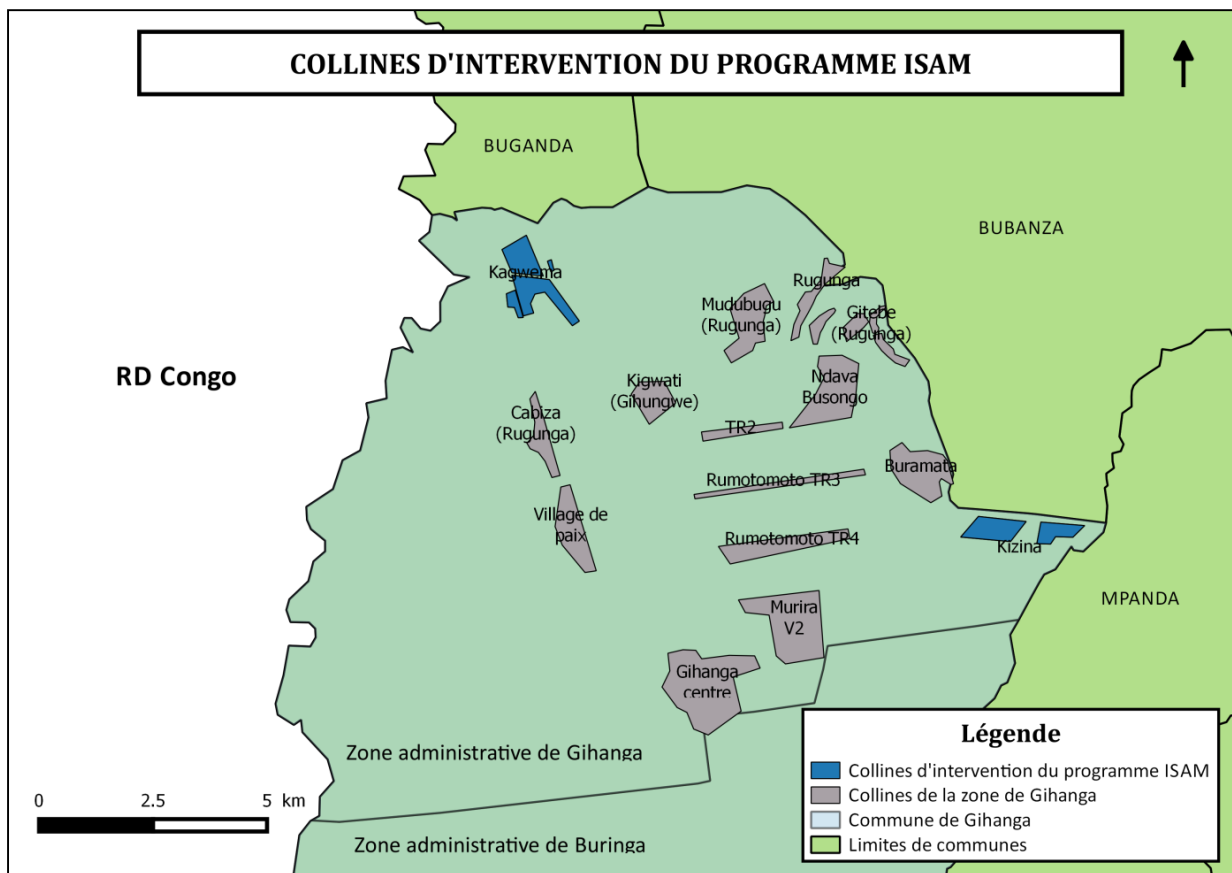
En milieu scolaire, une douzaine d'écoles primaires aurait besoin d'un appui pour la réalisation ou l'amélioration de structures sanitaires et d'ouvrages hydrauliques.

Au niveau institutionnel, l'entrée en fonction du nouvel administrateur communal fin 2015 pourrait permettre d'initier une nouvelle dynamique de collaboration et de débloquer les différents points en suspens, et principalement le renforcement de la RCE.

3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry’Amagara Meza, Hygiène source de vie saine»

3.1. Contexte

Le projet a démarré en 2014 sur la colline de Kagwema en raison des fortes lacunes existantes en termes d’hygiène, d’assainissement et d’accès à l’eau. Cette colline connaît régulièrement des cas de choléra et la population est fortement démunie. Le projet s’est ensuite étendu à Kizina, principalement pour des problèmes d’assainissement. En effet la nappe affleurante rend impossible la construction de latrines classiques. L’équipe du projet ISAM est basé à Gihanga centre, situé à 25 km au nord-ouest de Bujumbura.



Cette première année du programme a été fortement perturbée par le contexte politique du pays. Après un début timide, les activités ont réussi à se développer progressivement durant le second semestre. Toutefois, l’incertitude régnant autour des activités en a limité le développement et les recrutements prévus pour agrandir l’équipe et accélérer le rythme des réalisations ont été reporté par mesure de précaution. Réduite à une équipe de trois personnes et avec des moyens logistiques limités, les résultats obtenus restent encourageants pour la suite sous conditions que le contexte reste suffisamment serein.

		Animation						Latrines Arborloo		Latrines EcoSan		Dispositifs sanitaires		
Colline	Sous colline	Nb de ménages	Enquête	Animation "0"	Animation "Hygiène & Eau"	Animation "Assainissement"	Animation enfant	Dalles	Superstructure LA	Fosses + Dalles LE	Superstructure LE	Système de Lavage des Mains	Séchoir	Compostière
Kagwema	Gaharawe	156	35	215	193	193	97	170	39	11	5	6	55	0
Kizina	Kizina A	480	37	244	244	253	150	0	0	42	30	0	2	0
TOTAL		636	72	459	437	446	247	170	39	53	35	6	57	0

LA = Latrines Arborloo

LE = Latrine EcoSan

3.2. Réalisations au niveau domiciliaire

L'année a démarré avec l'élaboration de la méthode WAST. Le but était d'améliorer l'approche et la méthode dispensée à Mutimbuzi et de créer un manuel facile à utiliser pour les équipes du projet. Basée sur la méthode PHAST (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation), la méthode WAST intègre des notions d'écosanitation et de gestion des déchets.

Les modules thématiques développés pour le Burundi sont : « Hygiène et eau », « Assainissement liquide » et « gestion des déchets solides ». A la fin de chaque thématique, et selon les solutions choisies par la communauté, des modules complémentaires peuvent s'ajouter (gestion des latrines Ecosan, compostage...).

A Kagwema, 170 personnes ont réalisé leur dalle de latrine. La majorité de ces personnes attendent la petite saison sèche (fin décembre – janvier) pour creuser leurs fosses de latrines. La saison des pluies (septembre-décembre) ne facilite pas cette activité. Ainsi, fin 2015, 79 personnes avaient leurs fosses de latrines dont 39 avec la superstructure terminée. Par ailleurs la population ne se mobilise pas pour la mise en place de



système de lavage des mains du fait de l'absence d'eau sur la colline. Un tel dispositif ne serait donc pas utilisé.

A Kizina, le sol ne permet pas la réalisation de latrines classiques telle que l'Arborloo. La population s'oriente donc vers la mise en place de latrines à déshydratation hors sol, dite latrines « EcoSan ».

3.3. Réalisations au niveau communautaire

Deux CHA, formés des représentants de la population et élus lors des animations, ont été mis en place à Kagwema et Kizina. Ces Comités permettent un suivi de proximité des activités du projet ainsi qu'une responsabilisation des bénéficiaires quant à leurs pratiques en matière d'hygiène et à la gestion et maintenance des ouvrages construits avec le programme. Ils sont garants de la pérennité des activités menées. Ce sont les premiers interlocuteurs du programme sur le terrain. Ils sont bénévoles, représentent la communauté et en sont les porte-paroles.

A l'issue du premier cycle d'animation sur la thématique de l'eau et l'hygiène, la réalisation d'un forage a été conjointement décidée avec la population et ses représentants élus au sein du CHA. Fin décembre, la communauté avait réussi à creuser plus de 25m sans toutefois réussir à atteindre la nappe phréatique. La hauteur de la nappe phréatique étant très difficile à anticiper², la réussite de ce forage n'est donc pas certaine.



3.4. Réalisations en milieu scolaire

L'année s'est clôturée avec les premières interventions en milieu scolaire. Deux séances d'animations WAST ont été réalisées avec les comités écoles dans les établissements de Kagwema et de Kizina. Les comités écoles regroupent la direction de l'école, des représentants des parents des professeurs, des élèves et de l'administration. Ces deux écoles ont été classées parmi les prioritaires par la direction communale de l'enseignement.

Ces écoles ont souhaité la construction de blocs de latrines. Les directeurs des deux établissements ont ensuite visité les ouvrages réalisés à Mutimbuzi avant de valider le modèle de latrine qu'ils souhaitent voir se réaliser. Ils doivent encore mobiliser la population pour réussir à collecter l'apport local.

² Sauf si l'on mettait en place de moyen très coûteux, plus chers que le forage lui-même

3.5. Au niveau institutionnel

Début juillet, le nouveau gouverneur de la province de Bubanza a déclaré ne plus vouloir de forage dans sa province, déçu par le nombre de forages non fonctionnels présents dans sa province. Il a donc demandé aux différents acteurs du secteur de s'orienter sur des ouvrages d'adduction d'eau potable par gravitation (càd qui ne nécessitent pas de pompage), ce qui est également pertinent vu les nombreuses sources dans la province qui pourraient alimenter la plaine de l'Imbo, et en particulier la commune de Gihanga. Suite aux discussions, le gouverneur a accepté la reprise des travaux du forage et a demandé que les fonds soient affectés en priorité à la réhabilitation de forages non fonctionnels existants. Le coordinateur provincial des Régies Communales de l'Eau a, quant à lui, demandé à OPDE/PAD de prendre en charge le financement d'études de plusieurs projets d'adduction afin d'effectuer les relevés topographiques et de réaliser le devis pour ces ouvrages.

3.6. Perspectives 2016-2017

L'équipe prévoit d'étendre début 2016 l'intervention sur 3 sous-collines avoisinantes. Parallèlement le projet doit construire les deux premiers blocs de latrines en milieu scolaire. Et pour le volet « eau potable », le projet devra réajuster son intervention afin de s'aligner à la stratégie de développement fixé par la nouvelle administration provinciale. Ainsi l'intervention sera axée davantage sur la réhabilitation de forages déjà existants. Ceux-ci seront identifiés conjointement avec l'administration et la RCE.

En termes d'accès à l'eau potable, il serait intéressant d'appuyer l'AHR (Agence burundaise de l'Hydraulique Rurale) dans le financement des études proposées pour la réalisation de nouveaux projets d'adductions. Ceci permettrait d'avoir une meilleure visibilité sur ces projets et pourrait être l'occasion de renforcer le partenariat entre PAD et l'AHR ainsi qu'avec la RCE (Régie Communale de l'Eau) de Gihanga. D'autant plus que cette dernière semble motivée à développer ses activités mais nécessite un appui.

4. Le projet KKC (Kamenge – Kinama – Cibitoke)

Le consortium OPDE/PAD donne des formations en hygiène, assainissement et gestion des déchets dans le cadre d'un appui au Programme Pavage de la Coopération Technique Belge depuis 2014. Ce projet se déroule dans trois communes urbaines de Bujumbura Mairie : Kinama, Kamenge et Cibitoke et vise la mise en place d'un système communal de gestion des déchets. PAD fournit son expertise dans la sensibilisation et la mobilisation communautaire. Les animations sont basées sur la méthode participative PHAST et inspirées de la méthode qu'OPDE/PAD met en pratique dans la commune de Mutimbuzi au Burundi depuis 5 ans.

L'année 2015 a été peu riche en formations délivrées aux habitants de ces communes, en partie dû au contexte sécuritaire prévalant dans les quartiers de ces communes périphériques de Bujumbura. C'est une année qui voit la finalisation du livret pour les apprenants du programme pavage : eau, hygiène, assainissement, gestion des déchets sont des thèmes repris en français et en kirundi dans un outil pédagogique et très illustré. De nouvelles formations ont été mises en place et d'autres améliorées afin d'être au plus près des besoins des participants. Le contrat avec la Coopération Technique Belge est prévu jusqu'en avril 2016. Vu la suspension actuelle du programme pavage en raison du contexte politique, il est peu probable que ce contrat soit renouvelé en 2016-2017.

Type de formations	Nb de séances	Nb de personnes formées
Formations pour les apprenants	35	541
Formation des leaders	1	12
Groupe radio colombe	3	20
Réunions des rues	3	153
Total en 2015	42	726

